



PREFECTURE DU HAUT-RHIN

Direction des Collectivités Locales
et des Procédures Publiques
Bureau des Enquêtes Publiques
et des Installations Classées
JPV

ARRÊTÉ
du **16 NOV. 2015**

portant mise en demeure à la Société MICHEL de respecter les prescriptions imposées par son arrêté préfectoral réglementant l'exploitation de sa carrière et de ses installations de 1er traitement de Cernay, s'agissant du renouvellement de l'acte de cautionnement de garanties financières de remise en état, au titre du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement

Préfet du Haut-Rhin

*Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National et du Mérite*

- VU** le code de l'environnement, Livre V, titre 1er, et notamment son article L.171-8-I,
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,
- VU** l'arrêté préfectoral n°2006-47-2 du 16 février 2006, autorisant la société MICHEL à exploiter une carrière et des installations de 1er traitement à Cernay : durée d'autorisation de 23 ans,
- VU** le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées de la DREAL du 9 novembre 2015,

CONSIDERANT que l'article 31-3 de l'arrêté du 16 février 2006 susvisé impose « (...) *L'attestation de renouvellement des garanties financières actualisées doit être adressée au préfet par le titulaire de l'autorisation au moins 6 mois avant son échéance.* »,

CONSIDERANT que pour la période [16 février 2011- 16 février 2016] le préfet détient un acte de cautionnement du 18 mai 2010 avec avenant du 10 février 2014 :

- pour un montant de 165 452 euros,
- avec une limite de validité au 16 février 2016,

CONSIDERANT que pour la période [16 février 2016 - 16 février 2021] le préfet aurait dû recevoir au plus tard le 16 août 2015, un acte de cautionnement d'un montant de garanties financières actualisées pour cette période, en tant qu'attestation de renouvellement des garanties financières,

CONSIDERANT qu'aucune attestation de renouvellement des garanties financières n'a été adressée au préfet,

CONSIDERANT en conséquence que la société MICHEL ne respecte pas les prescriptions de l'article 31-3 de l'arrêté préfectoral du 16 février 2006 susvisé,

CONSIDÉRANT que sont ainsi réunies les conditions imposant l'application de la mise en demeure préfectorale définie à l'article L.171-8-I du code de l'environnement,

CONSIDERANT que pour la période [16 février 2016- 16 février 2021] le montant des garanties financières actualisées est estimé à 193 364 euros ; montant actualisé sur la base de :

- taux de TVA actuel : 20 %,
- indice TP base 2010 : 104,10 (juin 2015)
- coefficient de raccordement : 6,5345,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin,

A R R Ê T E

Article 1^{er} :

L'exploitant la société MICHEL, dont le siège social est 150 rue de Pfastatt - BP 60046 - 68261 KINGERSHEIM Cedex, est mis en demeure de respecter les prescriptions techniques de l'article n°31-3 de l'arrêté préfectoral n°2006-47-2 du 16 février 2006 susvisé, reprises à l'article suivant, dans le délai imparti à l'article suivant, qui s'appliquent à son établissement de Cernay au lieu-dit « La Croisière ».

Article 2 :

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté et conformément aux dispositions de l'article n°31-3 de l'arrêté préfectoral du 16 février 2006 susvisé, s'agissant de l'attestation de renouvellement des garanties financières de remise en état, pour couvrir la période quinquennale d'exploitation du [16 février 2016 -16 février 2021] :

« (...) L'attestation de renouvellement des garanties financières actualisées doit être adressée au préfet par le titulaire de l'autorisation (...). ».

Article 3 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8-II du code de l'environnement.

Article 4 : Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté seront à la charge de la société MICHEL.

Article 5 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, le Sous-Préfet de THANN-GUEBWILLER, le maire de CERNAY et les Inspecteurs des Installations Classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Alsace (DREAL) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Colmar, le 16 NOV. 2015

Le Préfet
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général


Christophe MARX

Délais et voies de recours

(article L 514-3-1 du Titre 1er du livre V du Code de l'Environnement)
La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de STRASBOURG par les demandeurs ou par l'exploitant, dans un délai de 2 mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée;